

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant désignation des membres de la Chambre de
recours de l'enseignement supérieur libre confessionnel**

A.Gt 01-10-2013

M.B. 27-11-2013

Modifications :

A.Gt 08-04-2015 - M.B. 29-04-2015

A.Gt 01-09-2016 - M.B. 09-12-2016

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre subventionné, notamment l'article 80 modifié par le décret du 19 décembre 2002 et l'article 81 remplacé par le décret du 19 décembre 2002 modifié par les décrets du 1er juillet 2005 et 12 juillet 2012;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1993 relatif aux chambres de recours dans l'enseignement libre confessionnel, modifié par le décret du 3 mars 2004 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 23 novembre 1998, 7 juin 2001 et 8 novembre 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 69 complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 décembre 1998, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 18 décembre 2001, 21 janvier 2004, 14 mai 2009 et 14 octobre 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 2008 portant nomination des membres de la Chambre de recours de l'enseignement supérieur libre de caractère confessionnel, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 12 février 2010, 14 février 2011 et 7 avril 2011;

Vu la consultation des groupements les plus représentatifs des pouvoirs organisateurs et des groupements du personnel de l'enseignement libre confessionnel affiliés à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail;

Considérant que les mandats des membres de la Chambre de recours sont arrivés à leur terme et qu'il s'avère dès lors nécessaire de les renouveler,

Arrête :

Article 1er. - Sont nommés membres de la Chambre de recours de l'enseignement supérieur libre confessionnel, ci-après dénommée « la Chambre de recours » :

- en tant que membres effectifs et suppléants, représentant les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement libre confessionnel :

EFFECTIF	1er SUPPLEANT	2 ^e SUPPLEANT
Madame Monika VERHELST	Monsieur Daniel CHAVEE	M. Jean François RASKIN
Monsieur Benoît DUPUIS	Monsieur Alain GILBERT	M. René BROCAL
Monsieur Philippe VALENTIN	Monsieur Alexandre LODEZ	Monsieur Richard JUSSERET
Monsieur Jean-Luc VREUX	Madame Vinciane DEKEYZER	Monsieur Paul ANCIAUX
Monsieur Stéphane VANOIRBECK.	Madame Lusin CETIN	Monsieur Philippe DECONNINCK

Modifié par A.Gt 08-04-2015 ; A.Gt 01-09-2016

- en tant que membres effectifs et suppléants, représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'enseignement libre confessionnel affiliés à une organisation syndicale représentée au Conseil national du Travail :

EFFECTIFS	SUPPLEANTS 1	SUPPLEANTS 2
Mme Anne-Françoise VANGANSBERGT <i>[modifié par A.Gt 01-09-2016]</i>	M. Pierre VAN RAEMDONCK;	M. André LORGE <i>[modifié par A.Gt 01-09-2016]</i>
Mme Laurence VINCENT <i>[modifié par A.Gt 01-09-2016]</i>	Mme Valérie DUMONT <i>[modifié par A.Gt 01-09-2016]</i>	Mme Catherine DUCHATEAU <i>[modifié par A.Gt 01-09-2016]</i>
M. Jean-Marc DAMRY	M. Yvan SCOYS <i>[modifié par A.Gt 01-09-2016]</i>	M. Clément BAUDUIN
M. Joan LISMONT	M. Roland SPEECKAERT	M. Bernard DE COMMER
M. Marc MANSIS	M. Pierre DEHALU <i>[modifié par A.Gt 08-04-2015]</i>	M. Jean-François GHYS <i>[modifié par A.Gt 08-04-2015]</i>

Article 2. - L'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 9 mai 2008 portant nomination des membres de la Chambre de recours de l'enseignement supérieur libre de caractère confessionnel, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 12 février 2010, 14 février 2011 et 7 avril 2011, est abrogé.

Article 3. - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 1er octobre 2013.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Directrice générale,
Mme L. SALOMONOWICZ